



Sous le Haut-Patronage du Président de la République du Tchad, S.E.M. Idriss DEBY ITNO

Conférence internationale

Éducation des filles et formation des femmes dans l'espace francophone : Défis, bonnes pratiques et pistes d'action

18-19 juin 2019 – N'Djamena

Note de cadrage

(Version du 29/04/2019)

Contexte

Depuis la Conférence de Jomtien en 1990 sur l'Éducation pour tous (EPT), le Forum de Dakar, le Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2000, puis le Forum mondial sur l'éducation à Incheon en 2015, suivi des nouveaux Objectifs pour le développement durable (ODD) à l'horizon 2030, le développement de la scolarisation, et particulièrement celle des filles, est considéré comme une priorité de l'agenda international. Parallèlement, l'Agenda 2030 a ouvert un nouveau chapitre dans la longue lutte en faveur de l'égalité entre les sexes. Alors que le cinquième Objectif est essentiellement axé sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles, les autres objectifs y contribuent également, dont l'ODD4 sur l'éducation qui reconnaît explicitement l'égalité entre les femmes et les hommes comme principe directeur pour la réalisation du droit à l'éducation. Dans son plan de transformation structurelle de l'Afrique formalisé par l'agenda 2063, l'Union Africaine, dans son aspiration 1 (objectif 14) et son aspiration 6 (notamment en son objectif 51), vise également à « éliminer toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles ». Elle vise aussi à consentir « des investissements soutenus fondés sur l'universalité en matière d'éducation de la petite enfance et de l'éducation de base », et à « éliminer les inégalités entre les hommes et les femmes à tous les niveaux de l'éducation ». Ce faisant, de nombreuses actions, mesures et initiatives ont été prises, marquant l'engagement de la plupart des pays et de la communauté internationale, en vue d'éliminer les inégalités de scolarisation en défaveur des filles, et de promouvoir une éducation de qualité, inclusive et libre de toute discrimination.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) s'engage aussi en faveur de la réduction des inégalités et des disparités de genre : la scolarisation des filles et l'égalité entre les filles et les garçons dans l'accès à une éducation élémentaire, secondaire et supérieure gratuite et de qualité, libre de discrimination tout au long de la vie, constitue un des cinq objectifs de la *Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles* dont elle s'est dotée au Sommet d'Erevan (11-12 octobre 2018). Cette Stratégie appelle à promouvoir des pratiques éducatives dénuées de stéréotypes sexistes, dès le plus jeune âge et tout au long de la vie, à favoriser le maintien des filles à l'école, l'achèvement des cycles primaire et secondaire, notamment en milieu rural, l'élimination des inégalités entre les sexes dans la transition du primaire vers tous les domaines de l'enseignement secondaire et supérieur. Les violences de genre en milieu scolaire constituent en ce sens un obstacle majeur au maintien des filles à l'école, du fait des pratiques traditionnelles telles que les mariages d'enfants, les mariages forcés et les grossesses précoces. Il est en effet fréquent que les filles contraintes au mariage ne soient plus autorisées à poursuivre leur scolarité, diminuant de facto leurs opportunités d'employabilité et d'autonomisation financière et perpétuant ainsi le cycle de la pauvreté. L'absence d'enregistrement des naissances à l'état civil mine également le droit fondamental des enfants, dont celui des filles, à l'éducation.

Réaliser l'égalité entre les sexes exige une approche fondée sur les droits assurant et garantissant aux filles non seulement l'accès et l'achèvement de cycles complets d'enseignement, mais aussi leur

autonomisation, à travers l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences qui leur servira tout au long de leur vie. Qu'en est-il dans les faits ? Dans quelle mesure l'écart entre les sexes s'est-il résorbé ces quinze dernières années?

Si l'inscription des filles ne garantit pas l'achèvement ni l'acquisition de compétences effectives, les progrès réalisés depuis le Forum de Dakar sont considérables, en particulier dans l'enseignement primaire. Dans le secondaire, bien que les inégalités scolaires selon le sexe aient été réduites, elles demeurent vivaces dans certains pays¹. Et si les progrès en termes quantitatifs sont indéniables, la question de la qualité de l'éducation reste posée : une majorité d'élèves n'atteint pas le niveau d'acquisition en lecture et en mathématiques comme observé dans les dix pays africains ayant fait l'objet d'analyse dans le cadre du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) en 2014². En outre, les disparités ne se limitent pas à l'accès et à la réussite scolaire, mais concernent aussi les opportunités offertes aux filles en matière de disciplines scolaires, et à la limitation des parcours éducatifs à leur portée. Ainsi, dans les filières professionnelles et techniques, ou dans les filières sélectives, notamment scientifiques, technologiques, ou préparant aux métiers de l'ingénierie, les filles sont sous-représentées dans de nombreux pays³ et elles sont très minoritaires au cycle de doctorat.

Dès lors, comment soutenir l'accès et le maintien des filles dans les pays encore marqués par d'importantes disparités? Quelles stratégies doit-on mettre en place pour lever les obstacles à la rétention, à la réussite et à l'achèvement scolaire des filles ? Comment leur garantir la transition cruciale du cycle primaire au cycle secondaire ? Comment accroître leur participation dans des formations techniques et professionnelles, ou dans des études supérieures, et favoriser leur spécialisation dans des filières scientifiques et technologiques ? Comment créer des environnements d'apprentissage égaux ? De quelle manière peut-on renforcer les synergies profitables aux filles et aux jeunes femmes entre l'alphabétisation/l'éducation non-formelle (AENF) et l'éducation formelle, y compris avec le secteur de l'Enseignement et de la Formation techniques et professionnels (EFTP) ?

Comment faire progresser les cadres législatifs et réglementaires, les politiques, les programmes et les pratiques dans les pays francophones, en particulier ceux d'Afrique ? Quels types d'appui proposer aux pays dans lesquels les indicateurs ont le moins progressé ? Quelles recommandations pour une meilleure prise en compte du genre dans les systèmes éducatifs (gouvernance, production de données, formation des enseignants, contenus d'enseignement, modalités d'évaluation des acquis scolaires etc.)? Quelles stratégies pour lutter efficacement contre les stéréotypes et les violences sexistes en milieu scolaire? Quelles sont les bonnes pratiques que l'on peut capitaliser et sur lesquelles on peut se baser pour réformer les systèmes éducatifs et garantir une éducation gratuite et de qualité à toutes les filles et toutes les femmes de l'espace francophone, tout au long de leur parcours scolaire et académique?

D'autre part, comment accroître l'employabilité des jeunes filles et des femmes ? Quels sont les métiers ou les nouveaux métiers qui sont présentement ouverts aux femmes ? Quelles sont les perspectives d'emplois que ces métiers offrent? Comment favoriser l'accès des femmes aux formations débouchant sur des métiers pour lesquels la demande est forte? Quels sont les principaux obstacles à contourner pour assurer la formation professionnelle et technique des jeunes filles et des femmes ; quelles sont les stratégies qui ont fait leurs preuves dans ce domaine et quelles sont les bonnes pratiques que l'on peut capitaliser pour accroître l'employabilité des jeunes filles et des femmes? Quelles opportunités peut offrir l'entrepreneuriat dans l'autonomisation économique des femmes ? Comment développer la culture entrepreneuriale chez les jeunes filles et les femmes ?

¹ OIF et Institut de Recherche pour le développement (2018), Etat des lieux sur la scolarisation des filles en Afrique subsaharienne francophone.

² PASEC (2015). PASEC2014 - Performance des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone : Compétences et facteurs de réussite au primaire. PASEC, CONFEMEN, Dakar.

³ Selon le rapport de l'UNESCO (2018), Déchiffrer le code: l'éducation des filles et des femmes aux sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM), les filles ne sont que 35 % à travers le monde à étudier dans les disciplines STEM au niveau de l'enseignement supérieur et des écarts sont observés au sein de chaque discipline. Par exemple, seulement 3 % des étudiantes de l'enseignement supérieur choisissent de faire des études dans les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Comment renforcer l'accès des femmes à des formations managériales ? Comment favoriser la prise en compte de l'entrepreneuriat dans les cursus de formation ?

C'est pour tenter de répondre à ces questions que cette conférence internationale est envisagée. L'enjeu de l'éducation et de la formation des filles et des femmes concerne l'ensemble de l'espace francophone mais cette conférence mettra un accent particulier sur les pays du Sud, en particulier les pays d'Afrique, tout en s'appuyant sur les leçons apprises dans les pays du Nord et d'autres espaces géographiques.

Finalité

La Conférence servira de plateforme d'échange et de cadre de dialogue entre acteurs clefs 1) sur les bonnes pratiques et les stratégies qui ont fait leurs preuves en vue de faire face aux difficultés et défis qui entravent l'éducation et la formation des filles et des femmes, à tous les niveaux d'enseignement ; 2) sur la mise en place d'actions concertées, efficaces et fondées sur des données fiables et 3) sur la production d'outils susceptibles d'aider les pays à surmonter les principaux obstacles à l'égalité des sexes dans l'éducation et la formation des filles et des femmes, de la petite enfance au niveau supérieur ainsi que tout au long de la vie.

Cette Conférence vise également à donner de la visibilité aux approches sectorielles et multisectorielles porteuses et aux progrès réalisés en vue de créer une émulation positive entre les différents acteurs et d'accélérer la concrétisation de l'éducation de qualité pour toutes, tout au long de la vie.

Objectifs

La Conférence vise les objectifs suivants:

- Examiner les progrès accomplis depuis 2000 en matière d'éducation et de formation des filles et des femmes dans les pays francophones, en particulier en Afrique francophone et dans les pays post-conflits (accès, trajectoire scolaire, apprentissages) et identifier les secteurs où les plus fortes disparités subsistent ;
- Présenter et analyser les facteurs sous-jacents aux inégalités entre les sexes dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur (incluant les filières professionnelles et techniques et les filières sélectives liées aux sciences, aux nouvelles technologies ou aux métiers de l'ingénierie) ainsi que dans le secteur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle;
- Partager des connaissances nouvelles en matière de lutte contre les discriminations, les inégalités et les stéréotypes fondées sur le sexe dans les pratiques éducatives, en milieu scolaire et dans le secteur de l'éducation non formelle;
- Partager et promouvoir les leçons apprises, les bonnes pratiques, les stratégies, les moyens d'action possibles et les outils pour réduire les écarts entre les filles et les garçons au sein de l'espace francophone, du point de vue de l'éducation et de la formation ;
- Favoriser un dialogue politique, stratégique et technique entre les acteurs concernés et intensifier le plaidoyer en faveur d'une meilleure prise en compte du genre dans les systèmes éducatifs.

Résultats escomptés

La Conférence se propose d'atteindre les résultats suivants :

- Un diagnostic consensuel sur les obstacles et les résistances à l'égalité entre les sexes dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur (y compris dans les filières professionnelles et techniques) ainsi que dans le secteur de l'éducation non formelle des pays de l'espace francophone est établi, sur la base des données issues de la recherche ;
- Les bonnes pratiques en matière d'éducation et de formation des filles et des femmes au sein de l'espace francophone sont recensées, partagées et promues ;

- Des recommandations sur des pistes d'actions concrètes à mener, en matière de politiques publiques, sont formulées et des plans d'actions sont esquissés pour guider les interventions dans ce domaine ;
- Production et consolidation de connaissances sur l'éducation des filles et des femmes dans l'espace francophone à travers le renforcement et/ou l'initiation de réseaux d'experts, d'espaces d'échange, de partage et de valorisation de connaissances.

Public cible

Est visé par la Conférence un public de décideurs (ministres, parlementaires, cadres et hauts responsables) et de spécialistes: chercheurs et universitaires, experts, éducateurs et praticiens, acteurs de terrain, partenaires techniques et financiers de l'éducation -bilatéraux et multilatéraux-, représentants de la société civile ou d'organisations non gouvernementales œuvrant pour l'éducation des filles, représentants du secteur privé, notamment des entrepreneures.

Durée et format

Sur une durée **de deux jours**, la conférence offrira une plateforme pour l'approfondissement des états des lieux thématiques et des études de cas-pays, l'analyse qualitative des enjeux et des facteurs, le partage des connaissances et des innovations en matière d'égalité des sexes dans les systèmes éducatifs ainsi que dans le secteur de l'éducation non formelle des pays membres et observateurs de la Francophonie, en particulier en Afrique subsaharienne, les discussions sur les secteurs d'intervention, les outils et les moyens d'actions.

La Conférence comprendra :

- des sessions plénières, associant tables-rondes et panels de haut niveau
- des sessions parallèles sous forme d'ateliers thématiques pour mettre en lumière les résultats de la recherche et les leçons apprises, proposer des outils d'intervention et élaborer des recommandations à l'intention des décideurs, des planificateurs, des personnels d'encadrement, des concepteurs de manuels et des enseignant(e)s ;

Thèmes des discussions

La Conférence connaîtra **trois moments forts autour des axes suivants**:

- L'état des lieux de l'éducation et de la formation des filles et des femmes: les principales avancées, les principaux enjeux et les goulots d'étranglement ;
- Les leçons apprises : les bonnes pratiques et les stratégies qui ont fait leurs preuves pour promouvoir l'éducation et la formation des filles et des femmes, à tous les niveaux d'enseignement, tout au long de la vie, ainsi que dans le secteur de l'éducation non formelle et celui de la formation professionnelle et technique;
- Les pistes d'action pour des réformes structurelles en matière de politiques et de réformes éducatives.

Dates et Lieu

18 - 19 juin 2019 à Ndjamena, au Tchad.

Langue de travail

La langue de travail utilisée sera le français.

Organisateurs, partenaires, contributeurs

Les préparatifs de cette conférence sont assurés par un Groupe de travail qui a pour mandat de conduire et de suivre le bon déroulement des travaux préparatoires de la conférence, de mobiliser les ressources nécessaires et d'identifier des partenaires techniques et financiers. Les partenaires institutionnels, les gouvernements et Etats membres, les acteurs du secteur privé ou de la société civile et les autres parties prenantes qui souhaitent apporter leur contribution sont ou seront également associés aux préparatifs de cette conférence.

Un comité scientifique a été mis en place. Co-présidé par Madame Aïcha Bah Diallo, ancienne Ministre de l'Education nationale de Guinée, ancienne Sous-Directrice générale de l'éducation à l'UNESCO et par Madame Marie-France Lange, Directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), le comité scientifique est chargé de formuler des recommandations sur le contenu scientifique du programme, d'élaborer les cadres méthodologiques et conceptuels, de contribuer à l'animation des sessions et de synthétiser les propositions, les résultats et les connaissances produites à l'issue de la conférence.

Programme

Le préprogramme de la conférence est disponible. Les suggestions et contributions émanant des partenaires sont les bienvenues.

Contact

POUR TOUT RENSEIGNEMENT :

Renseignement d'ordre général : educationdesfilles@francophonie.org

M. Ma-Umba MABIALA, Directeur de l'Education et de la Jeunesse de l'OIF :
mabialam@francophonie.org